

Minneapolis, c'est le monde entier !

La répression des prolétaires immigrés sert de banc d'essai à un autoritarisme croissant et au recours accru à la force contre toute forme de dissidence

Les manifestations massives contre les pratiques de l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE), la « Gestapo de Trump », qui se déroulent ces jours-ci dans plus de 100 villes des États-Unis à la suite de l'assassinat de Renee Nicole Good, et qui ont rassemblé à Minneapolis plus de 100 000 personnes, expriment le mécontentement réel et profond de larges couches de la population américaine face à ce qui se passe dans le pays : la terreur généralisée associée aux raids et aux arrestations de personnes sans papiers – c'est-à-dire toute personne pouvant être considérée comme telle en raison de la couleur de sa peau ou de son apparence – et la restructuration autoritaire de l'État américain – c'est-à-dire un tournant progressif vers l'autoritarisme et la militarisation de la société.

En ce qui concerne l'ICE, 2025 a été l'année la plus meurtrière de ces deux dernières décennies. Trente-deux personnes sont mortes pendant qu'elles étaient détenues par cette agence fédérale, le chiffre le plus élevé depuis 2004. Les données relatives aux incidents survenus hors détention sont plus difficiles à obtenir, car l'ICE n'est pas légalement tenue de les signaler ; toutefois, les médias font état de 16 fusillades impliquant des agents de l'ICE, au cours desquelles au moins quatre personnes ont été directement tuées par les agents et au moins sept ou huit ont été blessées (dont, dans certains cas, des passants ou des membres de la famille, dont certains étaient citoyens américains), ainsi que de deux morts lors d'arrestations liées à des évasions ou à des accidents.

Ces mots surviennent dans un contexte d'augmentation massive des arrestations et des expulsions. Le mois de décembre 2025 a enregistré le nombre d'arrestations le plus élevé jamais enregistré. Les centres de détention surpeuplés comptent plus de 68 000 personnes, dont près de 75 % n'ont pas été condamnées pénalement. Au cours du même mois, le nombre de décès le plus élevé a été également enregistré : sept détenus ont été assassinés.

Les causes de décès en détention – insuffisance cardiaque, accident vasculaire cérébral, insuffisance respiratoire, infections non traitées et suicides – montrent un schéma récurrent : négligence médicale, pression psychologique, surpopulation et indifférence institutionnelle. De nombreux détenus ont demandé à plusieurs reprises une assistance médicale, mais leurs demandes ont été ignorées. D'autres sont morts peu après leur transfert à l'hôpital, alors qu'ils étaient toujours sous la garde légale de l'ICE. Les enquêtes sur ces décès traînent en longueur et les familles se voient refuser l'accès aux informations, ce qui les laisse dans l'angoisse et sans réponses.

Par exemple, Genry Ruiz Guillén, un jeune ouvrier du bâtiment hondurien, s'est plaint à plusieurs reprises de pertes de connaissance et de difficultés respiratoires pendant sa détention ; il est décédé en janvier 2025 dans un hôpital de Floride. Marie Ange Blaise, une migrante haïtienne, a demandé à voir un médecin plusieurs heures avant de mourir de douleurs thoraciques ; selon le témoignage de son fils, elle s'est vu refuser toute assistance. Ismael Ayala-Urbe, un travailleur californien qui vivait aux États-Unis depuis son enfance et travaillait dans une station de lavage depuis 15 ans, est tombé malade pendant sa détention, souffrant de fièvre et de toux ; il est décédé après avoir été transporté à l'hôpital. Abelardo Avellaneda Delgado, qui avait passé près de 40 ans à travailler dans des exploitations américaines, est décédé dans un fourgon de l'ICE lors d'un transfert entre centres de détention après que son état de santé se soit détérioré dans la prison locale.

Gabriel García Aviles, père et grand-père vivant aux États-Unis

depuis trente ans, a été arrêté par une patrouille mobile et est décédé à l'hôpital après une semaine de détention provisoire ; sa famille n'a reçu aucune information pendant cette période. José Castro Rivera est mort après avoir été renversé par une voiture sur l'autoroute alors qu'il tentait d'échapper aux agents. Norlan Guzmán-Fuentes a été assassiné au bureau de l'immigration de Dallas et Miguel Ángel García Medina a été abattu alors qu'il était menotté dans un fourgon devant ce même bâtiment.

Il ne s'agit pas d'« accidents » dus à des circonstances particulières ou causés par des agents particuliers. Entre autres choses, les agents reçoivent une prime pour chaque arrestation, qu'elle soit justifiée ou non : la dignité humaine des détenus est bafouée et leur vie est considérée comme sans valeur. Il s'agit là de violence institutionnelle de destruction du corps et de l'esprit, d'une forme organisée de punition sans procès.

La propagande officielle présente l'ICE comme une force qui défend la société contre la criminalité et protège les frontières. En réalité, l'objectif de ce terrorisme n'est pas de déporter les quelque 12 millions d'immigrés sans-papiers, car sans cette main-d'œuvre, la bourgeoisie américaine ne pourrait pas faire fonctionner économiquement de nombreux secteurs. L'agriculture, la construction, la logistique, l'hôtellerie, les services... dépendent de leur travail. Entre 50 % et 75 % de ces travailleurs irréguliers (entre 8 et 8,5 millions) paient des impôts fédéraux, sans avoir droit à la plupart des avantages que ces impôts financent²² ! Les travailleurs immigrés en général, quel que soit leur statut juridique, représentent près de 19,5 % de la main-d'œuvre totale.

Le véritable objectif est d'intimider cette fraction du prolétariat, de le soumettre autant que possible et de le rendre vulnérable au chantage, tout en l'opposant aux travailleurs « nationaux ». C'est un objectif de classe clair : créer une masse de travailleurs qui ont peur de tomber malades, de faire grève et de ne pas pouvoir se défendre, et ainsi à faire pression les salaires et les conditions de travail de l'ensemble du prolétariat. Cette stratégie renforce la position des patrons et sert entièrement le capital. **La répression des prolétaires immigrés clandestins est une attaque contre toute la classe ouvrière.**

Les méthodes mises en place par l'ICE – rafles par des agents masqués, arrestations sans mandat, opérations militarisées et suspension des protections juridiques – s'étendent de plus en plus à de larges pans de la population ; selon un rapport interne qui a fuité, l'ICE est autorisée à entrer dans les habitations même sans mandat. La répression des immigrés sert en même temps de banc d'essai pour un autoritarisme croissant et un déploiement plus généralisé de la force par la classe dominante américaine. Les manifestations contre l'ICE sont réprimées violemment par la police, avec le recours à la Garde nationale et des menaces d'intervention militaire. Les actions de solidarité sont criminalisées et sont l'objet de poursuites judiciaires. L'enregistrement des arrestations est considéré comme une « ingérence » dans les activités des agences gouvernementales. Les garanties juridiques sont affaiblies au nom de la sécurité et de l'ordre.

Le traitement réservé aujourd'hui aux immigrants en

situation irrégulière sera progressivement appliqué à d'autres secteurs de la population, en premier lieu à la classe ouvrière, chaque fois qu'ils se rebelleront contre leurs conditions de travail et de vie. Nous assistons directement à la manière dont l'appareil étatique se prépare à réprimer le mécontentement à une échelle beaucoup plus large, dans un avenir qui n'est pas éloigné...

Renee Nicole Good, une automobiliste mère de famille âgée de 37 ans, n'avait commis aucun acte violent dans la zone du raid de l'ICE, mais elle désobéissait à l'ordre des agents de s'éloigner; alors qu'elle commençait à se déplacer lentement, elle a été mortellement touchée par trois coups de feu tirés par un agent expérimenté de l'ICE à travers le pare-brise et la vitre ouverte de la portière. Après la fusillade, aucun des agents ne lui a porté secours, et ils ont empêché les résidents et les secouristes locaux de le faire.

Le 24 janvier, lors d'une opération de l'ICE, un autre meurtre a été commis : l'un des agents a tiré sur Alex Jeffrey Pretti, un infirmier de 37 ans qui filmait l'intervention avec son téléphone portable. Après une altercation entre un agent de police et une manifestante, il avait voulu venir en aide à la femme agressée: après avoir été aspergé de spray au poivre au visage, alors qu'il gisait au sol, frappé par plusieurs agents, il a été tué de plusieurs coups de feu à bout portant.

Cette évolution aux États-Unis n'est pas un « dérapage » temporaire, mais une forme de gouvernement autoritaire normalisé qui s'est progressivement développée au fil des ans à travers l'érosion des restrictions légales, la normalisation des mesures exceptionnelles et la concentration du pouvoir dans l'exécutif.

Tout cela s'inscrit dans le cadre des contradictions croissantes de la société capitaliste et de l'érosion de la position des États-Unis en tant que puissance impérialiste mondiale. L'augmentation des arrestations, l'augmentation des morts, le réarmement et la militarisation des forces répressives, l'impunité pour la violence d'État et la diminution des garanties juridiques: ce n'est pas un hasard si cela se produit aujourd'hui. Il ne s'agit pas du remplacement immédiat de la démocratie parlementaire bourgeoise par une dictature – l'illusion envers les parlement et les élections reste un facteur crucial pour la stabilité du système capitaliste –, mais plutôt de la normalisation des soi-disant réponses d'urgence de l'État (Covid-19, immigration, etc.), de façon à faire de la répression une réalité omniprésente et un mode normal de gouvernance. Il serait naïf de croire que le Parti Démocrate, s'il remportait les prochaines élections, dans un contexte de tensions économiques et militaires internationales accrues entre les puissances impérialistes, renoncerait à tous ces « acquis » et limiterait les possibilités de l'État capitaliste face à une crise économique et militaire.

La répression incarnée par l'ICE est un avertissement de ce qui attend l'ensemble de la classe ouvrière si elle ne s'oppose pas à cette trajectoire.

Les défilés pour les droits humains et la dignité, aussi massifs soient-ils, les revendications en faveur de la démocratie, de la Constitution ou de l'État de droit, la participation d'organisations dites de la société civile, de groupes religieux, d'ONG humanitaires, les condamnations morales: tout cela est bien incapable de s'opposer au développement d'une répression totale. De même, il s'est tout-à-fait illusoire de chercher un soutien dans la sphère politique, c'est-à-dire auprès du Parti Démocrate, qui se présente comme l'opposition à l'autoritarisme de Trump. En réalité, c'est précisément ce parti qui a rendu possible le processus d'autoritarisme croissant. Son rôle se limite à criti-

quer les « excès » des raids contre les immigrés et « l'insuffisance des réglementations ». C'est Obama qui a pris les mesures décisives pour rendre l'ICE plus efficace. Sous son administration les budgets du DHS et de l'ICE ont été approuvés par le Congrès et les centres de détention ont continué à fonctionner comme avant. Dans les États gouvernés par les Démocrates, les gouverneurs envoient des unités de police et de la Garde nationale contre les manifestants. Les désaccords entre les Démocrates et l'administration Trump portent sur les méthodes et les tactiques, et non sur le fond.

Les dirigeants des syndicats officiels, engagés dans une politique de collaboration de classe, jouent un rôle tout aussi négatif. Alors que les travailleurs participent individuellement aux manifestations, les dirigeants syndicaux bloquent activement les grèves et canalisent l'opposition vers des gestes symboliques inoffensifs. Les engagements contractuels des syndicats à ne pas organiser de grèves en dehors du cadre des négociations collectives (les clauses dites « anti-grève ») sont utilisés pour maintenir les travailleurs au travail alors que les mesures répressives s'intensifient.

En respectant les schémas politiques imposés par les milieux bourgeois, toute action se réduit à une simple mise en scène à des épisodes de libération de la pression sociale et en fin de compte, cette pression ne change rien. Elle entrave même le développement d'un mouvement de classe indépendant en détournant du terrain nécessaire à la lutte: **l'affrontement de classe avec le capital et son État**. Les **grèves menées avec des moyens et des méthodes de classe** et dirigées par des **organisations de classe indépendantes** sont les armes de lutte pour les travailleurs; elles sont le levier grâce auquel ils peuvent se défendre plus efficacement et imposer leurs revendications à la bourgeoisie en s'en prenant à la machine du profit capitaliste: elles sont un entraînement à l'inévitable **affrontement de classe** que la bourgeoisie dominante a déclenché depuis longtemps et qu'elle exacerbe de plus en plus.

La répression menée par la « Gestapo de Trump » est un avertissement de ce qui attend l'ensemble de la classe ouvrière si elle ne s'oppose pas à cette trajectoire.

La seule réponse efficace est l'organisation indépendante de protestations, d'agitations et de mobilisations de masse du prolétariat, par dessus toutes les distinctions imposées par le système capitaliste (nationalité, origine, statut juridique, race, genre, etc.), et la reprise de sa lutte ouverte en tant que classe ayant ses propres intérêts, opposés à ceux de l'oligarchie et de la bourgeoisie en général. Cela signifie la rupture avec les forces politiques, syndicales et idéologiques qui lient le prolétariat à l'ordre existant, le développement des luttes prolétariennes dans la sphère économique et l'organisation du prolétariat avec des moyens et des méthodes classistes, c'est-à-dire des moyens et des méthodes incompatibles avec la collaboration entre les classes! Cela signifie également entrer dans l'arène de la lutte politique, en opposition claire aux opérations extérieures de son propre État impérialiste et à son réarmement en vue d'une future guerre impérialiste mondiale, et avec la défense et la lutte pour l'égalité de toutes les fractions de la classe contre la politique bourgeoise de division. La perspective ne peut donc être le retour à une prétendue démocratie idéalisée, mais la lutte consciente contre le système capitaliste.

Ce n'est que sur cette base que la classe ouvrière peut affronter la bourgeoisie la plus puissante du monde, la vaincre et s'engager sur la voie qui mène à la libération des chaînes de l'oppression et de l'exploitation, des guerres capitalistes et des catastrophes.

Parti Communiste International

<https://www.pcint.org> – Imp. Spéc. – Supplément au Prolétaire n° 559

Lisez la presse du PCI: Le Proletaire/Programme Communiste/Communist Program/El Programa Comunista/El Proletario/Il Comunista/Proletarian